

Bases scientifiques de la conférence XR

Ce document a comme objectif de fournir aux personnes intéressées à donner la conférence « Pourquoi allons-nous vers notre extinction ? Et qui faire pour l'éviter » les connaissances de bases nécessaires pour comprendre le contenu du talk et avoir une longueur d'avance sur l'audience afin d'éviter les explications inexactes et être en mesure de répondre aux questions. Il ne s'agit pas d'une liste de choses à placer à tout prix dans la conférence. La source des données utilisées pour produire les graphiques utilisés dans la conférence est aussi mentionnée, afin de pouvoir justifier toutes nos données et être irréfutables.

Évolution passée de la température globale

Les données de températures récentes (1850 – 2019) sont les données HadCRUT4 globales, disponibles [ici](#).

Les données entre – 9290 et 1850 proviennent de [Marcott et al. 2013 Science](#) (Table S1).

Les données entre -20050 et -9350 proviennent de [Shakun et al. 2012 Nature](#) (Table S1).

Les deux jeux de données ci-dessus sont des agrégats de 73 (Marcott) et 80 (Shakun) jeux de données de différents composés chimiques, de calottes glaciaires, de pollen et fossiles, répartis sur toute la surface de la planète.

Tous les jeux de données ont été centrés sur 0 = la moyenne de la période préindustrielle, définie dans [le rapport SR15 du GIEC](#) comme 1850 – 1900. Cette période varie d'une étude à l'autre, d'où les légères différences de températures reportées dans les différentes sources.

-20'000 marque la fin de la dernière glaciation, le Würm. A cette époque, un glacier d'environ un kilomètre d'épaisseur recouvrait Lausanne ([Campy 1992](#)). Ensuite le climat s'est réchauffé naturellement, et l'agriculture est apparue vers -9'500, avec la domestication des premières espèces végétales et animales (la [page wikipédia](#) est bien référencée). Dès lors, le climat a toujours oscillé entre un peu en-dessous de 0° et +1° (toujours de différence avec la période préindustrielle).



Projections futures de l'évolution de la température globale

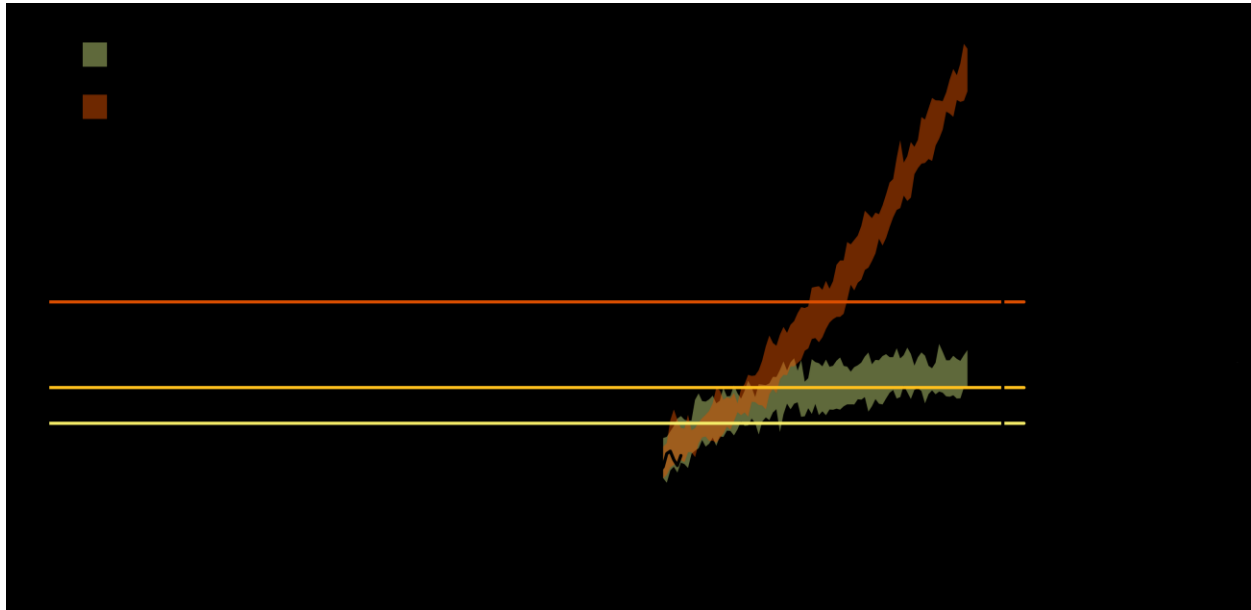
L'[Accord de Paris](#) est le produit de la COP21. Il fixe comme objectif pour les 189 pays qui l'ont signé de maintenir le réchauffement en-dessous de 1.5°, ou à défaut, "nettement en-dessous de 2°". Pour cela, chaque pays se fixe des objectifs (Contributions déterminées au niveau national). Celle de la Suisse sont disponibles [ici](#). Ces objectifs sont non contraignants. Cela signifie qu'aucune sanction n'est prévue si les pays ne les respectent pas. Dans son "[Emission Gap report](#)" de 2019, l'ONU prédit que si toutes les mesures proposées par les pays sont respectées, on atteindrait un réchauffement de 3.2° d'ici 2100. Actuellement, ces mesures ne sont pas respectées, et les Etats-Unis ont entamé leur rétraction, qui sera effective le 4 Novembre 2020.

La comparaison des impacts d'un réchauffement de 1.5° et 2° vient du [rapport SR15 du GIEC](#) de fin 2019.

Les scénarios SSP ([Shared Socioeconomic Pathways](#); décrits initialement [ici](#)) utilisés par le GIEC prennent en compte l'effort fourni par les pays pour limiter les causes d'émissions, la coopération entre pays, la croissance économique et démographique, etc. Il y en a 5, (SSP1 – SSP5), allant du plus optimiste au plus pessimiste, et associés d'une valeur de [forçage radiatif](#) (ex. SSP1 2.5; SSP5 8.5). Le forçage radiatif représente la quantité d'énergie radiative envoyée par le soleil qui est capturée par l'atmosphère (via l'effet de serre), et qui contribue donc au réchauffement climatique.

Les prédictions pour 2100 proviennent des dernières simulations du CNRS et de MétéoFrance. Elles seront combinés à d'autres, encore en train de tourner, dans un rapport du GIEC prévu pour 2021 qui sera une mise à jour du [rapport de synthèse de 2014](#). Les résultats ont été publiés dans [un communiqué de presse](#). Après de

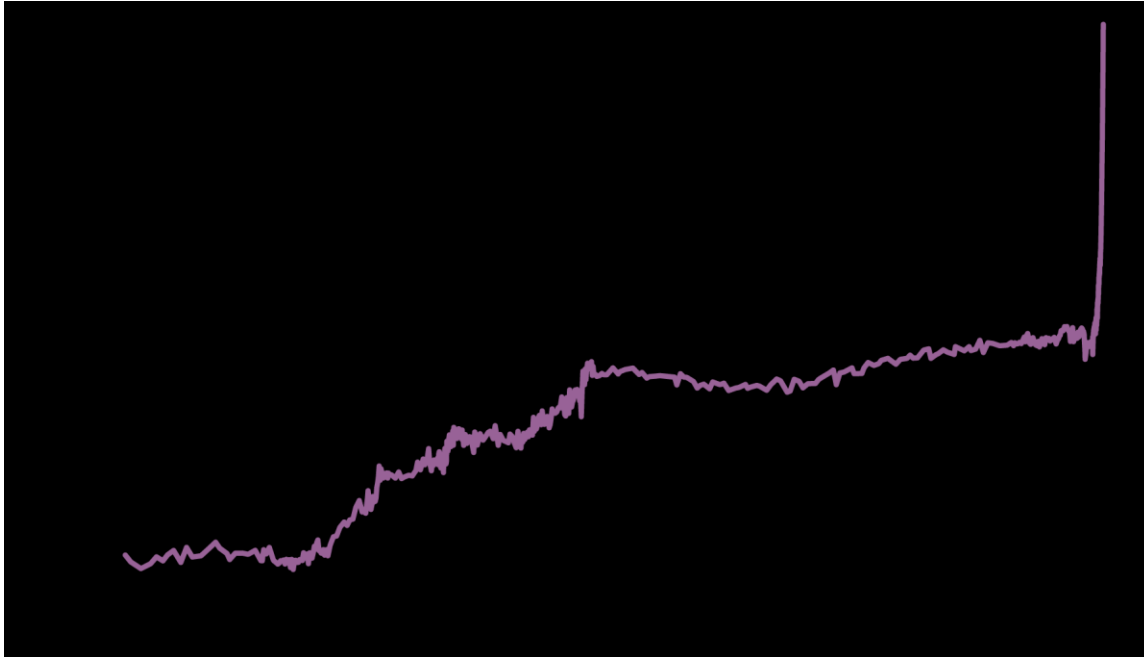
nombreuses tentatives infructueuses de trouver les données brutes sur [le site où elles sont archivées](#) et en contactant directement les chercheur.euse.s ayant réalisé les modèles, les données ont été digitalisées à partir du graphique à l'aide de [WebPlotDigitizer](#).



Effet de serre

La cause principale du réchauffement de la planète est l'effet de serre, loin devant les changements d'affectation du terrain. L'effet de serre est dû à la réverbération des rayons (principalement infrarouge) relâchés par la Terre par des gaz (CO₂, vapeur d'eau, méthane, etc.) qu'on appelle les gaz à effet de serre. Le dioxyde de carbone (CO₂) a un impact sur l'effet de serre plus faible que les autres gaz à effet de serre, mais est relâché en plus grande quantité et a une durée de vie plus élevée que le méthane, ce qui fait qu'il contribue globalement à la majorité de l'effet de serre.

On mesure la concentration de CO₂ en particules par million (ppm). C'est le nombre de molécules de CO₂ pour un million de particules tirées aléatoirement dans l'air. Les concentrations historiques de CO₂ proviennent de [ourworldindata.org](#).



Boucles de rétroaction et points de bascule

L'évolution du climat n'est pas linéaire. De nombreux phénomènes naturels, appelés boucles de rétroaction (résumés par [Steffen et al. 2018 PNAS](#)), viennent accentuer le réchauffement. Ces phénomènes s'auto-renforcent, comme un effet boule de neige. Parmi ces boucles, on retrouve:

- L'effet Albedo. Les surfaces de couleurs claires réfléchissent plus les rayons du soleil (et donc absorbent moins de chaleur) que les surfaces foncées. Donc quand la glace fond, elle augmente la surface de mer (foncée), ce qui augmente la quantité de chaleur absorbée, et réchauffe donc davantage la Terre.
- La fonte du permafrost. Le permafrost (du sol normalement gelé en permanence) contient énormément de CO₂, de méthane, et de matière organique. En fondant, le permafrost libère le CO₂ et le méthane, et l'activité des microbes reprend, ce qui permet la dégradation de la matière organique et la libération d'encore plus de CO₂ et de méthane. En 2019, des chercheurs ont observé que [certaines zone du permafrost avaient commencé à fondre avec 70 ans d'avance sur les prédictions](#).
En plus de gaz à effet de serre, le permafrost contient des virus anciens. En 2016, le [virus de l'anthrax a été décongelé](#) et a infecté un troupeau de rennes, qui ont finalement infecté 9 personnes. Un enfant est mort, et les autorités ont abattu 2300 rennes préventivement.
- La destruction de l'Amazonie. La forêt amazonienne régule son propre climat: les arbres absorbent les pluies, puis relâchent de l'eau par évapotranspiration, ce qui crée de nouvelles précipitations, etc.

On estime qu'une goutte de pluie peut pleuvoir jusqu'à six fois en traversant l'Amazonie ([Staal et al. 2018](#)), car elle est absorbée puis relâchée par les arbres. En détruisant la forêt, on détruit aussi sa capacité à réguler le climat local. De plus, dans les pays tropicaux, la majorité de la matière organique est contenue dans la biomasse (les êtres vivants) et non dans le sol. Si on exporte la matière organique, il ne reste pas assez de nutriments pour générer de la forêt à nouveau. On pensait que si 30 à 40% de la forêt amazonienne est détruite, elle pourrait se transformer en savane. En fait, il semblerait que le point de bascule soit plutôt autour de [20%](#). On a déjà détruit 17%. La destruction de la forêt tropicale amazonienne cause une diminution du stockage de carbone, et donc l'augmentation de l'effet de serre.

Une bonne partie des boucles de rétroaction fonctionnent avec un point de bascule (tipping point). C'est-à-dire que rien ne se passe tant que le réchauffement est modéré. Par contre, à partir d'un certain réchauffement, ces phénomènes se déclenchent et deviennent irréversibles. Le point de déclenchements de ces différents phénomènes est difficile à prédire, mais certains auteurs avertissent qu'on pourrait s'en rapprocher ([Lenton et al. 2019 Nature](#)). Le déclenchement de ces boucles de rétroaction pourrait causer l'emballement du climat et aller jusqu'à rendre la Terre inhabitable (Steffen et al. 2018).

Ces boucles de rétroaction sont très difficiles à modéliser, si bien qu'[elles ne sont pas totalement prises en compte dans les modèles du GIEC](#). Les simulations mêmes les plus récentes sous-estiment donc probablement l'ampleur du réchauffement futur.

Conséquences

Les sections qui suivent ne constituent qu'un résumé non-exhaustif des différentes conséquences du réchauffement climatique sur les écosystèmes et les sociétés humaines.

Canicules, vagues de chaleur et thermorégulation

D'après [un rapport de l'OFEV](#), la canicule de 2003 a tué 1000 personnes en Suisse ; celle de 2015, 800 ; celle de 2018, près de 200 (source). Les épisodes caniculaires de ces dernières années ne sont que le début. Un [article paru en 2017 dans Nature](#) estime qu'en 2100 les trois-quarts de l'humanité seront confrontés à au moins 20 jours de chaleur mortelle par année selon les tendances actuelles. A ces températures, le corps humain n'est plus capable d'ajuster sa température interne et meurt de chaud. Une [autre étude de 2020](#) conclut quant à elle que d'ici 2070, 1,5 à 3 milliards d'êtres humains vivront dans des zones qui ne seront simplement plus vivables. Actuellement, ces zones qui constituent la « niche climatique » de l'espèce humaine sont circonscrites essentiellement au désert du Sahara. En 2070 elles concerneront toute la zone intertropicale.

Intempéries, inondations

Avec l'augmentation des températures globales vont s'accroître les épisodes climatiques extrêmes, comme l'illustre une [étude de 2019](#) sur l'intensification récente des cyclones dans l'Atlantique. Il serait faux de penser que ces intensifications concernent uniquement d'autres régions du monde, la Suisse sera aussi touchée par des phénomènes extrêmes. Dans son livre *La Suisse se réchauffe : effet de serre et changement climatique* (2011), la climatologue Martine Rebetez démontre la claire tendance à l'intensification des précipitations en Suisse. Des épisodes tels que [l'inondation de 2019 à Dombresson](#) accompagnés de glissements de terrains seront plus fréquents et toucheront directement la population.

Incendies de forêts

L'hiver 2019-2020 a été marqué par les méga-feux qui ont ravagé le bush australien. Même si le facteur humain reste déterminant dans les départs de feux de broussailles ou de forêts, les épisodes météorologiques favorisant les feux (chaleur, sécheresse, vent...), mesurés par le "[Fire Weather Index](#)", sont en augmentation à cause du réchauffement climatique. Cela s'ajoute à la déforestation et aux départs de feux accidentels ou criminels, faisant peser un risque majeur sur les forêts et leur rôle de [puits de carbone](#). De plus, des écosystèmes d'ordinaire jamais touchés par des incendies subissent aujourd'hui des dégâts considérables dus à l'activité humaine et au réchauffement climatique (par exemple en [Amazonie](#)). Ces écosystèmes ne sont pas adaptés et se remettent mal des incendies, ceci pouvant mener à un processus abrupt de [savanisation](#).

Sécheresses

Le changement climatique va exacerber les tensions liées à l'accès à l'eau. Comme l'explique le [récent rapport du GIEC sur les sols](#), la désertification, la dégradation des sols et le manque d'eau potable poseront de graves problèmes pour la sécurité alimentaire et les autres services nécessaires à la vie de millions d'êtres humains. Par exemple en Inde, un marché noir de l'eau s'est mis en place et l'augmentation constante des températures fait peser un risque extrême pour l'accès à l'eau des populations les plus vulnérables. Comme le souligne un expert dans une vidéo d'information de *National Geographic* au sujet des [mafias de l'eau](#) :

« Les gens ont généralement trois solutions quand ils font face à un manque d'eau : ils peuvent s'adapter s'ils en ont les ressources. Ils peuvent migrer. Ou ils peuvent rester pour souffrir et mourir. S'ils décident de partir, cela devient un problème sécuritaire à l'échelle du monde. » (Aaron Wolf)

Par ailleurs, des études ont montré les liens qui peuvent s'établir entre les conséquences du réchauffement climatique et l'émergence de conflits telle que la [guerre en Syrie](#), même si les causes restent multifactoriels.

Sécurité et effondrement des systèmes sociaux

L'ensemble des conséquences liées au réchauffement climatique mettent en péril la sécurité des peuples à l'échelle du globe. [Un rapport de 2020](#) d'experts militaires des Etats-Unis pointe les dangers imminents pour la

sécurité au niveau mondial, même à des degrés de réchauffement « optimistes ». D'autres institutions loin d'être des organisations traditionnellement militantes alertent des désastres à venir. C'est le cas notamment d'un [rapport de la FAO](#) (Food and Agriculture Organisation) qui alertait en 2018 sur la trajectoire insoutenable du système alimentaire mondial face aux impacts climatiques et à la perte des récoltes. Déjà en 2010, la [Banque mondiale](#) estimait qu'avec un réchauffement de « seulement » 2°C, entre 100 et 400 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver confrontées à la famine :

« Un réchauffement d'à peine 2 °C par rapport à la période préindustrielle suffirait à provoquer des perturbations climatiques aux conséquences planétaires. L'intensification de la variabilité du climat, la multiplication et l'intensification de phénomènes météorologiques extrêmes et l'exposition accrue des zones côtières aux marées de tempête pourraient accroître fortement le risque d'impacts climatiques catastrophiques et irréversibles. Entre 100 millions et 400 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim, et entre un a deux milliards d'individus de plus pourraient ne plus avoir assez d'eau pour satisfaire à leurs besoins. » (p.26)

Déclin de la biodiversité et destruction des écosystèmes

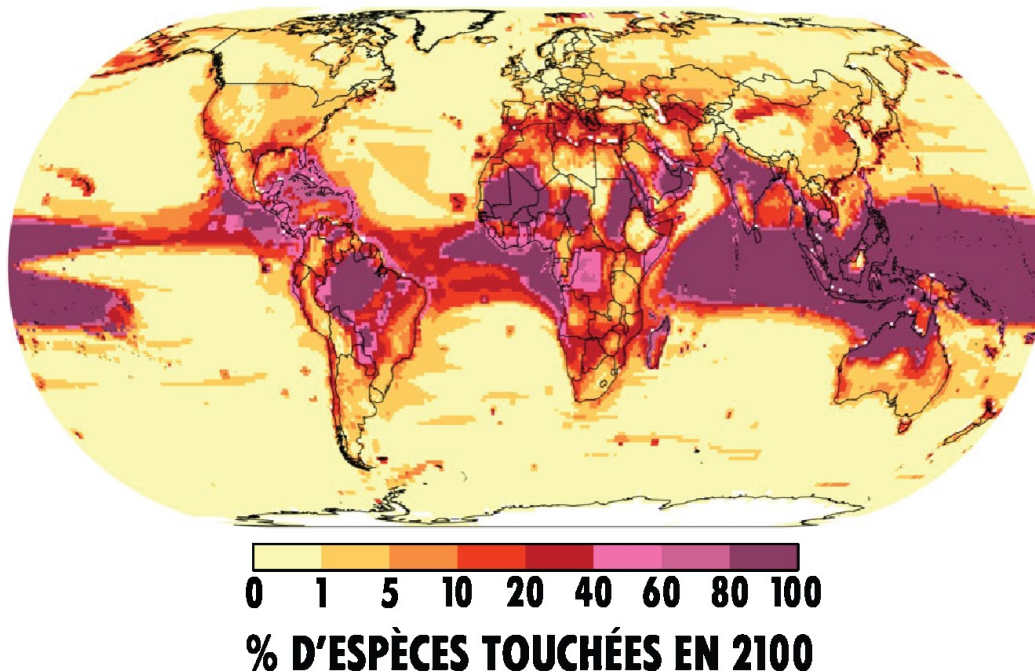
[87.5% des espèces de plantes à fleurs](#) et [plus de 75% des espèces végétales cultivées](#) sont pollinisées par les insectes. [Une étude en Allemagne](#) a documenté un déclin de plus de 75% de la biomasse des insectes volants en 27 ans. Cette étude a été effectuée dans une réserve naturelle. Le déclin dans les zones agricoles avoisinantes pourrait donc être encore plus élevé. Selon [une récente méta-analyse](#), il semblerait que le déclin soit moins violent à l'échelle globale. Les insectes aquatiques semblent même augmenter à nouveau maintenant que la pollution des eaux est en diminution dans certains pays. D'après le [rapport de 2019 de l'IPBES](#), les pertes mondiales annuelles en rendements agricoles dûs au manque de pollinisateurs s'élèvent à 235 à 577 millions de dollars. Cela équivaut à peu près aux [plans de relance post-covid19](#) en Suisse et dans les pays limitrophes (en ChF): Suisse : 65 milliards ; Allemagne : 164 milliards ; France : 116 milliards ; Autriche : 40 milliards ; Italie : 26 milliards ; Total: 411 milliards.

[Une étude](#) a estimé que la biomasse actuelle des mammifères est composée à 60% de bétail. Les humains représentent 36%, et il ne reste plus que 4% de mammifères sauvages. Par biomasse, on entend « si on pèse tous les mammifères ». Pour 4 kg de mammifères sauvages, il y a donc 60 kg de bétail et 36 kg d'humain.

Le [rapport de 2019 de l'IPBES](#) nous apprend que 75% de la surface des écosystèmes terrestres a été altérée (remplacée par des cultures, urbanisée, polluée, ...), 66% de la surface des écosystèmes marins « subit des impacts cumulés accrus » (surpêche, destruction, pollution), et 85% des zones humides (marais, étangs, mangroves) a été détruit. Ce chiffre est probablement basé sur [une étude de 2014](#) qui dit que c'est en fait 87% des marais qui ont été détruits.

On parle d'extinction de masse lorsque $\frac{3}{4}$ des espèces disparaissent dans une courte période (à l'échelle géologique). Cinq extinctions de masse ont été documentées durant les 450 millions d'années. Selon [une review de 2011](#), les cinq extinctions de masses étaient soit causées par, soit liées à, un changement rapide de la quantité de CO₂ dans l'atmosphère. Pour une partie d'entre elles (en particulier la dernière, celle qui a causé l'extinction des dinosaures), une collision avec une météorite aurait joué un rôle important. Selon les sources, le taux d'extinction d'espèces actuel est 100 à 1000 ([source 1](#), [source 2](#)) fois plus élevé que le taux naturel. D'après [le rapport de 2019 l'IPBES](#), un million des huit millions d'espèces connues à ce jour est menacé d'extinction dans les prochaines décennies. D'après [une étude récente](#), 74 espèces de mammifères, 336 espèces d'oiseaux, 41 espèces de reptiles et 65 espèces d'amphibiens comptent moins de 1000 individus.

Une [étude de 2020](#) a évalué la proportion des espèces qui seront sorties de leur « niche climatique » en 2100, selon les scénarios climatiques « worst case scenario » version CMIP5 (qui prédisait un réchauffement global d'environ 4 à 5 degrés à la fin du siècle) (par « niche », en écologie, on entend l'ensemble des conditions environnementales dans lesquelles une espèce peut vivre. La niche climatique est donc l'ensemble des températures où une espèce survit). Cette étude a compilé des données pour plus de 30'000 espèces d'oiseaux, de mammifères, de reptiles, d'amphibiens, de poissons, d'invertébrés marins, de coraux et d'algues. En 2030 déjà, certains océans tropicaux auront perdu la majorité de leurs espèces, car il y fera trop tôt. En Amazonie, un changement abrupt aura lieu vers 2050, où la quasi-totalité des espèces sortiront de leur niche climatique en quelques années. D'ici 2100, la plupart des écosystèmes tropicaux auront perdu la majorité de leurs espèces.



Émissions en Suisse

On mesure habituellement les émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO₂, représentent la quantité de CO₂, plus la quantité hypothétique de CO₂ qui causerait le même forçage radiatif que les autres gaz à effet de serre émis. En 2017, les émissions de gaz à effets de serre directes Suisses (émises sur sol Suisse, à l'exception de celles émises pour la production de biens destinées à l'exportation) s'élevaient à 40.192 millions de tonnes équivalent CO₂, selon [les comptes des émissions dans l'air](#) de l'office fédéral de la statistique. Selon cette même source, les émissions indirectes (émises à l'étranger, dûes à la production de biens importés pour être utilisés en Suisse) s'élevaient elles à 78.520 millions de tonnes équivalent CO₂. Les émissions indirectes ne sont pas incluses dans l'objectif de neutralité à 2050 du Conseil Fédéral, ni dans la plupart des plans climat cantonaux.

Selon le [Masterplan climat](#) de 2018 de l'Alliance climatique Suisse, la place financière est responsable de 1100 millions de tonnes équivalent CO₂ annuellement.

Désobéissance civile non-violente – histoire

Gandhi (1869-1948) (nom complet : Mohandas Karamchand Gandhi)

Jeunesse et formation : Gandhi naît dans une famille hindoue aisée. Gandhi est marié à 13 ans par ses parents, et il aura 4 fils. Suite à son mariage, Gandhi part suivre des études de droit en Grande-Bretagne (1888-1891). Lorsqu'il est à Londres, il rejoint la *Vegetarian Society*, et il développe ses connaissances à propos de l'hindouisme et d'autres religions. Il en retient alors surtout l'incitation à réagir par la non-violence (« si quelqu'un vous frappe sur la joue droite, présentez-lui la joue gauche »). Il passe en Angleterre son brevet d'avocat, et retourne en Inde en 1891. Écœuré par le climat de lutte pour le pouvoir et l'arrogance raciale qui règnent à cette époque dans sa région, Gandhi accepte un poste en Afrique du Sud.

Afrique du Sud (1893-1915) : Cette période sera riche pour lui, lui permettant d'acquérir une expérience professionnelle. Sa conscience politique est éveillée par les témoignages de discrimination envers les Noirs et les Indiens auxquelles il sera aussi confronté dans ce pays. C'est en étant témoin direct de l'intolérance, du racisme, des préjugés et de l'injustice contre les Indiens d'Afrique du Sud que Gandhi commence à réfléchir au statut de son peuple et à sa propre place dans la société. En 1895, lorsqu'il est sur le point de rentrer en Inde, il décide de rester en Afrique du Sud dans la région du Natal pour défendre les droits des Indiens, et il refuse que ses actions politiques soient rémunérées. Pendant plus de 10 ans, les actions de Gandhi contre les lois de discrimination sont menées par des moyens traditionnels et légaux : pétitions, appels à l'opinion par voie de presse. L'opposition contre Gandhi monte, et la situation des Indiens au Natal continue à se détériorer. En 1906, Gandhi organise une première protestation non-violente ; il appelle les gens à défilé et subir les conséquences au lieu de résister par la violence (*satyagraha*, voir plus bas). Ce plan est adopté, ce qui mène à une lutte de sept ans au cours de laquelle des milliers d'Indiens et de Chinois sont emprisonnés

(incluant Gandhi lui-même en de nombreuses occasions), fouettés ou même abattus pour avoir fait grève, refusé de s'enregistrer, brûlé leur carte d'enregistrement ou avoir résisté de manière non violente. Bien que le gouvernement sud-africain réprime les manifestants indiens avec succès, l'opinion publique réagit violemment aux méthodes extrêmement dures employées contre les manifestants pacifiques. L'état est alors amené à renégocier des lois en faveur du droit des Indiens.

Il est à noter que Gandhi a eu, durant tout son séjour en Afrique du Sud, des propos et une attitude méprisante et raciste envers les Noirs (souhait que les Indiens soient reconnus au même titre que les Européens, alors que les Noirs, selon son discours public en 1896, pour qui « l'occupation est de chasser et dont la seule ambition est de réunir un certain nombre de têtes de bétail pour acheter une femme et passer ensuite sa vie dans l'indolence et la nudité ») (source : Gandhi, « Speech at Public Meeting, Bombay », 26 septembre 1896, édition Internet des *Collected Works*, vol. 1, p. 410). Plus tard dans sa vie, Gandhi écrira dans sa biographie des propos différents, par comme si ses échanges avaient toujours été cléments et presque emprunts d'une affection mutuelle entre Noirs et Indiens.

Combat pour l'indépendance de l'Inde (1915-1945) : De retour en Inde en 1915, Gandhi parcourt alors son pays, de village en village. Il commence aussi une carrière politique. Il organise des grèves et protestations non-violente (*satyagraha*) dans des régions agricoles pauvres et exploitées par l'occupation Britannique. Il est arrêté plusieurs fois. La célébrité de Gandhi s'étend à l'Inde entière.

En 1919, Gandhi organise des protestations non-violentes. A Amritsar, la confrontation monte entre les manifestants et les autorités : les manifestants commettent des meurtres, incendies et pillages, les autorités britanniques tirent ; ces quelques jours sont connus comme « le massacre d'Amritsar », considéré comme un des événements qui a amené à la chute du régime colonial britannique. Gandhi critique à la fois les violences des autorités Britanniques et celles des Indiens.

En 1921, Gandhi se concentre sur l'indépendance de l'Inde face à la domination étrangère. Il propose alors des boycotts aux marchandises étrangères, et demande par exemple aux Indiens de porter le vêtement traditionnel. Les gens doivent alors participer à la création de ces vêtements : cette stratégie permet d'éliminer les moins motivés, et de permettre aux femmes de participer, ce qui n'était pas courant à l'époque. Le boycott est poussé aux institutions judiciaires et scolaires, à la démission de postes gouvernementaux et au rejet de titres honorifiques britanniques. La « non-coopération » bénéficie d'un grand succès, augmentant l'enthousiasme et la participation de toutes les couches de la société indienne jusqu'en 1922, suite à des affrontements violents. Gandhi est alors emprisonné 2 ans pour subversion. Il s'occupe ensuite de questions politiques pendant quelques années.

En 1930, pour protester contre une taxe sur le sel, il organise la fameuse « marche du sel » du 12 mars au 6 avril 1930. Longue de 400 km, des milliers d'Indiens se joignent à la marche vers la mer afin de ramasser leur propre sel. Les Indiens investissent ensuite pacifiquement les dépôts de sel. Cette campagne est l'une des plus réussies mais l'Empire britannique réagit en emprisonnant plus de 60 000 personnes. Un an plus tard, le gouvernement britannique accepte de libérer tous les prisonniers politiques contre une suspension du

mouvement de désobéissance civile. En 1931, Gandhi commence plusieurs jeûnes pour lutter pour les droits des intouchables. On essaie de l'assassiner trois fois à l'été 1934.

En 1939, au début de la seconde guerre mondiale, Gandhi déclare que l'Inde ne participera pas à une guerre ayant pour but la liberté démocratique alors que la liberté est refusée à son pays ; il amène la résolution appelée *Quit India*. Gandhi est critiqué de tous bords, car on considère que : soit ses propos sont immoraux en période de guerre, soit ses actions ne vont pas assez loin. En 1942, Gandhi appelle à une grève générale et à ce que tous les Indiens maintiennent la non-violence (*ahimsa*, voir plus bas). Des indépendantistes lancent une vague de violences contre les Britanniques, détruisent ou endommagent des centaines de bâtiments gouvernementaux, des voies de communication et tuent des employés du régime colonial britannique. 2 500 indépendantistes sont tués ou blessés par la police, plus de 66 000 autres sont arrêtés. Gandhi est alors détenu deux ans. Il est libéré en 1944 pour des questions de santé ; les Britanniques ne souhaitent pas qu'il meure en prison et que cela génère un soulèvement de l'Inde entière. Bien que la répression violente du mouvement par les forces britanniques ait amené un calme relatif en Inde à la fin de 1943, *Quit India* réussit tous ses objectifs. À la fin de la guerre, le Royaume-Uni donne des indications claires annonçant que le pouvoir sera transféré aux mains des Indiens. Gandhi demande alors d'arrêter la lutte à la direction du Congrès et environ 100 000 prisonniers politiques sont relâchés.

Libération et partition de l'Inde (1945-1947) : Gandhi continue de lutter contre la partition de la population Indienne, selon des différences religieuses, et milite pour que l'Inde et le Pakistan, alors en tension, renoncent à la violence. Il fait deux jeûnes qui poussent les gouvernements à respecter la paix.

En 1948, Gandhi est tué par balle lorsqu'il est en route pour la prière, par un nationaliste et hindouiste fanatique.

Satyagraha : du sanskrit, signifie « attachement ferme / obstiné à la vérité » est le principe de contestation et de résistance à l'oppression par la non-violence et la désobéissance civile que Gandhi a instauré ([source](#)). Il en expose la théorie pour la première fois en 1904. Ce terme implique, en plus de protestations par la désobéissance civile non-violente, le principe de servir une cause juste, ce qui en fait alors l'arme des forts et non plus l'arme des faibles, selon Gandhi ([source](#), vol. 19, p.350). Pour lui cette lutte ne doit engendrer aucune souffrance à l'adversaire, s'il y a souffrance c'est au défenseur de la vérité de la subir.

Ahimsa : du sanskrit « non-violence / respect de la vie », signifie « bienveillance / le fait de ne causer de nuisance à nulle vie ». Composante importante de l'hindouisme, du bouddhisme, du jaïnisme et des religions judéo-chrétiennes. Gandhi en fait une philosophie, un mode de vie. Citations de [son autobiographie](#) : « Quelle différence cela fait-il aux morts, aux orphelins et aux sans-abris, que la destruction aveugle ait été amenée au nom du totalitarisme ou au nom sacré de la liberté et de la démocratie ? » « Il y a beaucoup de causes pour lesquelles je suis prêt à mourir mais aucune cause pour laquelle je suis prêt à tuer. » Néanmoins, Gandhi se rendait compte que ce niveau de non-violence requérait une foi et un courage incroyable que peu de monde possédait. Il conseillait donc qu'il n'était pas nécessaire que tous restent non-violents si la violence

était poussée à l'extrême : « Je crois que s'il y a seulement le choix entre la violence et la lâcheté, je conseille la violence » ([source](#)). Toutefois, Gandhi pensait que la violence était inefficace et ne pouvait qu'initier une chaîne continue de vengeance. Il disait de la loi du talion : « Œil pour œil et le monde finira aveugle » ([source](#)).

Rosa Parks (1913-2005)

Jeunesse et formation : Rosa Parks naît de parents charpentier et institutrice, en Alabama (sud des États-Unis). Elle termine l'école, puis commence l'université, qu'elle doit arrêter pour s'occuper de sa famille. Dans sa jeunesse, elle est témoin et subit le racisme : son grand-père monte la garde la nuit devant la ferme contre les actions du Ku Klux Klan (KKK), les fontaines publiques réservées aux Blancs ou aux Noirs, les bus scolaires réservés aux enfants blancs, les bus publics avec des sections séparées. Elle réalise très tôt qu'il existe un monde pour les Noirs et un monde pour les Blancs. ([source](#))

Début militant : En 1932, elle épouse Raymond Parks, coiffeur et militant pour la cause des droits civiques. Elle assiste à des réunions du parti communiste, seul parti d'Alabama à l'époque à s'opposer ouvertement à la ségrégation ([source](#)). En 1943, elle devient membre du mouvement pour les droits civiques. Les années suivantes, elle est entre autre choquée par l'affaire Recy Taylor en 1944 (une femme noire violée par sept hommes blancs, acquittés deux fois par un grand jury, [source](#)) et par le meurtre cruel d'Emmett Till en 1955 (adolescent noir tué sauvagement par deux blancs, après qu'il ait soit disant sifflé la femme de l'un d'eux ; le jury acquitte les deux hommes après une délibération qui ne dura même pas 1h, [source](#)).

Boycott des bus de Montgomery : En 1955, deux femmes noires sont arrêtées car elles ont refusé de céder leurs sièges à des personnes blanches ; il s'agit de Claudette Colvin et Mary Louise Smith. Ces cas ne sont pas défendus en justice, car, stratégiquement, ces femmes présentaient dans leurs parcours des éléments qui permettraient de les discréditer, dans un affrontement légal avec les lois ségrégationnistes (Claudette Colvin est tombée enceinte d'un homme plus âgé et marié ; le père de Mary Louise Smith aurait été alcoolique). L'organisation de défense des droits civiques (NAACP) continue de chercher un plaignant au-delà de tout reproche, qui permettrait une lutte légale ([source](#)).

Rosa Parks avait déjà résisté à des règles ségrégationnistes dans les bus de Montgomery. C'est le 1 décembre 1955 qu'elle refuse de céder sa place à un blanc. Ce geste n'était pas prémédité, mais une fois fait, elle l'a assumé pleinement ([source](#)). Rosa Parks est l'une des femmes les plus distinguées de la ville et dont l'éducation ne souffre d'aucune remarque ; l'organisation de défense des droits civiques (NAACP) la soutient alors et engage un avocat blanc pour la défendre, aux côtés d'Edgar Nixon, président de la NAACP et avocat.

La nuit suivante, 50 dirigeants de la communauté afro-américaine, emmenés par Martin Luther King encore peu connu à l'époque, se réunissent pour discuter des actions à mener à la suite de l'arrestation de Rosa Parks.

Ils popularisent un mouvement qui prône la désobéissance civile non-violente avec des revendications claires.

Un boycott des bus commence le 5 décembre et dure 381 jours. Comme les Noirs étaient les utilisateurs principaux de ces transports, des dizaines de bus restent au dépôt pendant des mois, jusqu'à ce que la loi sur la ségrégation dans les bus soit levée. Pendant cette période, des fonds sont levés pour permettre de payer des taxis, puis mettre en place un système de bus parallèle. C'est à cette période que des actes violents sont perpétrés envers Martin Luther King, et que beaucoup de protestations contre la ségrégation ont lieu aux États-Unis. Un an plus tard, en décembre 1956, la Cour suprême des États-Unis déclare illégale la ségrégation dans les bus de l'Etat, dans les restaurants, écoles et autres lieux publics. Le boycott des bus cesse le lendemain.

Toutefois, les attaques contre les bus et les lieux fréquentés par les Noirs continuent, et la ségrégation est encore légale dans les lignes de bus inter-étatiques. C'est ainsi qu'en 1961 des jeunes fondent le groupe *Freedom Ride* (militant.e.s noir.e.s et blanc.he.s dont un quart de femmes qui empruntaient les lignes sans respecter les règles ségrégationnistes, en appliquant la résistance non-violente contre les émeutes organisées par les racistes et les arrestations massives des autorités ; les pires violences ont eu lieu en Alabama, où les bus ont été attaqués par bombe incendiaire, les militant.e.s battu.e.s violemment, parfois par le KKK sous protection policière ; le groupe est passé de 13 à 450 et s'attira la sympathie de l'opinion publique, jusqu'à ce que les États ségrégationnistes soient forcés à appliquer la loi fédérale). Rosa Parks devient une icône pour le mouvement afro-américain des droits civiques

Martin Luther King (1929-1968)

Jeunesse et formation : Martin Luther King naît à Atlanta en Géorgie, état ségrégationniste, d'un père pasteur et de mère organiste. Il vit dans un milieu privilégié pour l'époque. Il vit des épisodes de ségrégation raciale dès son plus jeune âge. Il poursuit ses études en sociologie puis théologie, et obtient un doctorat de théologie à l'université de Boston. Il se marie en 1953 et aura 4 enfants.

Montgomery (1954-1959) : Il se rend là-bas pour officier comme pasteur. En 1955, lorsque Rosa Parks est arrêtée pour avoir refusé de céder sa place à un blanc dans le bus, Martin Luther King mène le boycott des bus avec un petit groupe de personnes (voir plus haut). Martin Luther King est arrêté durant cette campagne qui devient extrêmement tendue à cause des ségrégationnistes blancs : la maison de Martin Luther King est attaquée à la bombe incendiaire, ainsi que plusieurs églises et Martin Luther King est victime de violences physiques ([source](#)).

En 1957, il participe à la fondation de la Conférence du leadership chrétien du Sud (SCLC, organisation majeure du mouvement des droits civiques, où les églises s'organisent pour conduire des protestations non-violentes). Il adhère au principe de la désobéissance civile non-violente comme proposée par Henry David Thoreau et utilisée par Gandhi, et décide de l'utiliser lors des manifestations de la SCLC.

En 1958, il est poignardé par une femme noire qui l'accuse d'être un chef communiste. Il se remet de ses blessures, pardonne à son agresseur et dans une déclaration de presse souligne la violence de la société américaine ([source](#)).

Désobéissance civile non-violente : Martin Luther King prévoit que des protestations organisées et non-violentes contre le système de ségrégation du Sud amèneront une grande couverture médiatique du conflit. Les comptes rendus des médias montrant les privations et humiliations quotidiennes des Afro-Américain-e-s du Sud des USA, ainsi que la violence et le harcèlement déployés par les ségrégationnistes contre les militant-e-s, produisent une vague de sympathie au sein de l'opinion publique pour le mouvement des droits civiques, qui devient le sujet politique le plus important des années 60. Martin Luther King organise et mène des marches, en appliquant avec succès la non-violence, et en choisissant stratégiquement les lieux et la méthode de protestation qui aboutissent à des confrontations spectaculaires avec les autorités ségrégationnistes.

En 1961, le FBI commence à mettre Martin Luther King sur écoute, craignant que des communistes infiltrent le SCLC.

Albany : En 1961, Martin Luther King se rend à Albany et rejoint un groupe de militant-e-s qui n'arrive pas à faire avancer le mouvement malgré les actions non-violentes (occupations de bibliothèques, stations de bus, restaurants réservés aux Blancs, boycotts et manifestations), car le sheriff local procède à des arrestations sans violence et disperse des prisonniers dans tout le comté. Lorsqu'il revient en 1962, Martin Luther King est arrêté et condamné à une amende ou 45 jours de prison ; Martin Luther King choisit la prison, mais il est discrètement libéré après 3 jours par le sheriff. Après un an de militantisme sans résultats tangibles, le mouvement commence à faiblir et se diviser entre radicaux et modéré-e-s. Albany servira essentiellement de leçon stratégique au mouvement des droits civiques, qui décide de se concentrer sur des sujets spécifiques afin d'obtenir des victoires symboliques. « L'erreur que je fis était de protester contre la ségrégation en général plutôt que contre une seule de ses facettes distinctes. Notre protestation était si vague que nous n'avons rien obtenu et les gens sont restés très déprimés et désespérés. » (Martin Luther King: A Candid Conversation with the Nobel Prize-Winning Leader of the Civil Rights Movement, Playboy12, 1965). Néanmoins, en 1963, Albany annule toutes ses lois ségrégationnistes.

Birmingham : En 1960, la population de Birmingham est à majorité blanche ; cette ville maintient et assure par la loi locale la plus grande ségrégation raciale des États-Unis, aussi bien dans les établissements publics que privés, et les actes de violence racistes sont nombreux. Des activistes de cette ville demandent de l'aide à Martin Luther King et son organisation (SCLC), en soulignant le rôle crucial de Birmingham dans la lutte nationale pour l'égalité raciale. Commence alors la campagne de Birmingham. Suite à un boycott qui ne fonctionne pas, sont organisés beaucoup de marches et protestations pacifiques (actions directes non-violentes), le tout pour provoquer des arrestations. Alors que la campagne n'a plus assez de volontaires adultes, les organisateur-trice-s recrutent des étudiant-e-s et des enfants ; cela sera appelé dans les médias « la croisade des enfants ». Pendant plusieurs jours, ces jeunes manifestant-e-s sont arrêté-e-s violemment par la police (chiens, canons à eau). Les scènes de violence policière largement relayées par les médias causent des réactions internationales et mettent en lumière la ségrégation raciale ayant lieu dans le Sud des USA. Les

prisons sont pleines, certains enfants se présentant directement devant elles en chantant, des personnes noires vont prier dans les églises réservées aux blancs jusqu'à se faire arrêter, les rues, commerces et bâtiments sont envahis par de nombreux-ses manifestant-e-s... La ville cède aux demandes des protestataires et plusieurs lieux sont déségrégationnés. Des affrontements violents ont encore lieu (bombes dans des lieux où Martin Luther King a résidé ou chez sa famille, affrontements entre police et protestataires). A la fin de la campagne, la réputation de Martin Luther King s'est renforcée. Birmingham est un des éléments du succès de la marche vers Washington.

Marche vers Washington : Représentant de son organisation (SCLC), Martin Luther King est le leader d'une des six grandes organisations pour les droits civiques qui organisent la marche sur Washington pour l'emploi et la liberté. Après négociation entre les mouvements et le président John F. Kennedy, le message de la marche est changé, pour certains des mouvements il est totalement édulcoré. Malgré les tensions, 250 000 personnes se réunissent le 28 août 1963, et c'est là que Martin Luther King tient son fameux discours « I have a dream ». Pourtant, Martin Luther King et le mouvement des droits civiques ne sont pas appréciés par l'opinion publique ; la marche est rejetée par deux tiers des Américain-e-s, et beaucoup jugent Martin Luther King d'extrémiste.

Protestations en Floride, prix Nobel, protestations à Chicago, campagne des pauvres : En 1964, bien que les lois ségrégationnistes soient inconstitutionnelles, des injustices et violences raciales continuent, entre autres à St Augustine en Floride. Martin Luther King et d'autres y mènent des actions directes non-violentes, où la répression policière est à nouveau extrêmement violente. Les images font à nouveau le tour du pays et entraînent un mouvement de sympathie. Cette année-là, Martin Luther King devient le plus jeune lauréat du prix Nobel de la paix.

Martin Luther King et son organisation (SCLC) rejoignent un mouvement de militant-e-s étudiant-e-s en 1965. Ensemble, ils marchent pacifiquement sur Montgomery et sont repoussé-e-s violemment par la police et une foule hostile ; on appelle cet événement. Les reportages montrant les violences policières permettent au mouvement de gagner le soutien de l'opinion publique et soulignent le succès de la stratégie non-violente.

En 1966, sa lutte continue ensuite dans le nord des USA, à Chicago, où les protestations pacifiques sont accueillies avec une violence inouïe. Cette lutte sera ensuite poursuivie par Jesse Jackson, et grâce à des boycotts qui remportent du succès, permet d'avancer vers plus de droits civiques et d'opportunités égales.

Martin Luther King prend également position par rapport à la guerre du Viêt Nam. Il dénonce l'attitude et la violence des USA au Viêt Nam pendant plusieurs années et dans de nombreux discours.

La « campagne des pauvres » sera la dernière campagne lancée fin 1967 par Martin Luther King, l'objectif étant de rassembler tous les pauvres, au-delà de la question de couleur de peau. L'objectif est de rassembler une « armée » de pauvres de tout le pays et marcher sur Washington avec des demandes explicites (inscrire un salaire minimum, logements sociaux, redistribution des richesses, etc.).

Assassinat : Martin Luther King est assassiné à son Motel lorsqu'il est en déplacement à Memphis. Son assassinat déclenche une vague d'émeutes raciales dans 60 villes des USA, qui fait de nombreux morts et nécessite l'intervention de la Garde Nationale.

Révolution du sourire en Algérie (16 février 2019 à maintenant)

La révolution du sourire, ou Hirak en arabe, désigne une série de manifestations (marchent, boycotts, grèves) qui ont lieu depuis le 16 février 2019 en Algérie. Elles ont eu lieu d'abord pour protester contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un 5^{ème} mandat présidentiel, puis contre son projet, également contesté par l'armée, de se maintenir au pouvoir à l'issue de son 4^{ème} mandat dans le cadre d'une transition. Ensuite, les protestataires réclament la mise en place d'une Deuxième République et le départ des dignitaires du régime, notamment parce que ceux-ci organisent le prochain scrutin avec des candidatures de chefs du régime, contestés par les manifestant-e-s.

Dès mars 2019, des groupes de femmes se réunissent et établissent une déclaration des Femmes algériennes pour un changement vers l'égalité, annonçant la création d'un carré féministe à chaque marche, et appelant à prendre en compte la représentativité paritaire des femmes dans toute initiative citoyenne pour la sortie de la révolution du sourire ([source](#)). Le 29 mars, elles seront agressées par d'autres manifestants qui leur reprochent de diviser le mouvement en déclarant que « ce n'est pas le moment ». Ces agressions sont vivement critiquées au niveau national et international. Dans une déclaration, un groupe de femmes militantes répond à cette demande de se taire que « la démocratie se fera avec les femmes, l'égalité entière et totale, ou elle ne se fera pas » ([source](#)).

D'une ampleur inédite depuis des décennies, ces manifestations, qui ont essentiellement lieu les vendredis et mardis (pour les étudiant-e-s), conduisent Bouteflika à démissionner le 2 avril 2019, après la défection de l'armée nationale. Il est remplacé ad interim par Abdelkader Bensalah.

Les manifestant-e-s continuent cependant à se mobiliser afin d'obtenir la mise en place d'une transition et la nomination d'un président et d'un gouvernement de consensus, ce que rejette l'armée. De nombreux dignitaires du régime et ministres sont arrêtés. La répression s'intensifie, le régime menace de représailles les gens prônant une transition et d'arrêter les manifestant-e-s et opposant-e-s au régime. Beaucoup d'anciens chefs du gouvernement sont renvoyés devant la Cour Suprême. Bensalah se maintient au pouvoir après la fin de sa période d'intérim, ce que des observateur-trice-s jugent comme étant inconstitutionnel. Lui-même prend des décisions contestées pour inconstitutionnalité. Peu à peu, le chef de l'armée, Gaïd Salah, tient des propos de plus en plus haineux envers les manifestant-e-s, en tentant de les décrédibiliser de plus en plus et en augmentant la répression.

Pendant l'été 2019, la mobilisation baisse, alors que le régime tente d'organiser une présidentielle avant la fin de l'année, après avoir fait appel à un panel de dialogue contesté et mis en place une instance d'organisation des élections. La mobilisation reprend quelque peu à la rentrée, sans toutefois atteindre les sommets de

février-avril, les manifestants rejetant ainsi toute présidentielle organisée sous l'égide du pouvoir exécutif sortant, de même que les candidatures de personnalités issues du régime. Au même moment, un raidissement de la répression est constaté (lacrymogènes, canons à son, canons à eau, balles en caoutchouc, intimidations et violences policières), avec l'arrestation de plusieurs opposants, journalistes et activistes (dont avocat des droits de l'homme), tandis que l'armée tente de bloquer les entrées vers la capitale et de pénaliser le mouvement, pour empêcher les citoyens des autres régions de venir manifester. Plusieurs médias en ligne sont censurés.

Des pics de participation ont cependant lieu lors des fêtes nationales du 5 juillet et du 1^{er} novembre, les arrestations sont de plus en plus fréquentes. La participation est forte aussi lors des deux semaines précédant la présidentielle contestée de décembre 2019. Élu lors d'un scrutin contesté en décembre 2019, Abdelmadjid Tebboune est à son tour la cible des manifestant-e-s qui réclament son départ. En début d'année 2020, alors que certains détenus d'opinion sont libérés, Tebboune amorce une réforme constitutionnelle. Bouteflika et d'autres ex-dirigeants sont condamnés à 15-20 ans de prison. Gaïd Salah, ex-chef de l'armée, décède en décembre.

Bien qu'avec un nombre moins important de participant-e-s, les marches se poursuivent toutes les semaines. Dès mars, la pandémie de coronavirus conduit à la suspension des marches, tandis que le régime réincarcère certaines figures de la contestation et en arrête d'autres, tout en condamnant ceux déjà en prison à de lourdes peines. Ceci est jugé comme étant une tentative de créer un climat de terreur parmi la population, dans le but d'empêcher un éventuel retour du Hirak.

Stratégie XR

La stratégie d'XR comporte plusieurs éléments importants à saisir. Aussi, il est important de comprendre que les bases ont été posées suite à des recherches en histoires, sciences sociales, sciences politiques, psychologie, etc., puis ces bases ont été nourries par de plus amples apports de tous bords. Comme les principes et valeurs le mentionnent, « nous nous remettons nous-mêmes en question » et « nous valorisons la réflexion et l'apprentissage ». Ainsi, même les bases sont souvent remises en question et c'est pourquoi il est très important de lire régulièrement des publications, autant d'XR, que des personnes opposantes et remettant en question la stratégie d'XR, que des livres d'approches théoriques sur la diversité des approches lors de mouvements protestataires. Il n'existe pas une histoire, il existe beaucoup d'interprétations de l'histoire.

En résumé, il est important de retenir qu'XR est un mouvement qui utilise la désobéissance civile non-violente, ou les campagnes d'actions directes non-violentes, qui s'adresse à l'État avec trois revendications. La non-violence n'est pas un choix moral, elle est un choix stratégique. Voici quelques éléments ci-dessous qui permettent de donner certaines informations.

Campagnes d'actions disruptives de masse organisées

XR n'est pas né de nulle part un beau matin, XR a été planifié. Pendant plusieurs années, un groupe d'académiques et activistes ont travaillé sur deux questions principales : pourquoi a-t-on si misérablement échoué à arrêter le dérèglement climatique ? Et comment va-t-on bien pouvoir faire pour l'arrêter ? Pour répondre à ces questions, ce groupe a repris des années d'études sur les systèmes organisés, les styles de travail collaboratif, les organisations et campagnes d'actions directes. Ensuite, les gens se sont joints peu à peu, nourrissant de plus en plus les réflexions et les connaissances. XR est un mouvement en constant apprentissage.

Les campagnes d'action conventionnelles ne fonctionnent pas (listes emails, dons d'argent à des ONG, aller à une marche une fois). Ces campagnes n'ont pas permis d'arrêter le dérèglement climatique. Une explication ? Les riches et au pouvoir se font trop d'argent en continuant de parcourir cette trajectoire mondialement suicidaire. Il n'est pas possible de changer cela par la persuasion et l'information ; il faut la disruption.

Il existe deux formes de disruption : violente et non-violente. XR choisit la non-violence (voir plus bas), avec le modèle de résistance civile. Pour cela, il faut plusieurs choses :

- Beaucoup de monde, idéalement 50 000 personnes ;
- Aller dans des villes importantes (capitales ou capitales économiques) : c'est là que sont les élites, que les médias nationaux et internationaux sont généralement ;
- Enfreindre la loi : cela crée une tension sociale et un drame social nécessaire à opérer un changement. C'est l'histoire de la minorité de personnes qui prend son courage et va affronter le « mal ». Enfreindre la loi permet d'attirer l'attention et montre au grand public et aux élites que vous êtes sérieux-ses, déterminé-e-s ;
- Rester non-violent : permet de rester inclusif en termes d'âges (voir aussi plus bas) ;
- Doit se poursuivre, jour après jour : pour réellement créer un blocage, un vrai problème, voir une vraie crise. Si possible, cela monte aussi en intensité ;
- Ça doit comporter un aspect fun : créer une ambiance de festival, montrer aux médias que nous n'attendons pas simplement assis-e-s par terre, nous fêtons.

L'action disruptive va ensuite créer un dilemme pour les autorités : laisser les gens continuer à bloquer et faire la fête dans la rue, ou opter pour la répression. Le pari est que souvent les autorités ne vous laissent pas fêter dans la rue [note : cela n'a pas été vrai dans tous les cas, voir le blocage de Paris en octobre 2019] et qu'il y aura alors des arrestations en masse ou de la répression violente. Cela attire l'attention des médias, permet de faire passer le message, d'attirer du soutien de la part du grand public, et qu'une frange de la population rejoigne les protestations (source : This is not a drill : an Extinction Rebellion Handbook (2019), chapter 14 : the civil resistance model by Roger Hallam)

Communication avec les médias

La stratégie de communication d'XR est basée sur le fait que nous nous assurons de la clarté de notre message. Aussi, nous tentons de créer des relations de confiance avec chaque journaliste, de sorte à développer une entente commune sur la nature du danger auquel nous faisons face. Avec cette stratégie, nous nous assurons que nous communiquons sur pourquoi les activistes s'engagent dans la désobéissance civile non-violente, et espérons ainsi obtenir des couvertures presse non pas seulement sur les arrestations, mais surtout sur le contexte, le fond du message (source : This is not a drill : an Extinction Rebellion Handbook (2019), chapter 20 : one by one : a media strategy by Ronan McNern).

Non-violence

En 2018, XR UK a lancé sa campagne d'actions directes non-violentes en déclarant la rébellion. Iels annonçaient qu'un mouvement civil ralliant 3,5% de la population permettait de faire pencher la balance du côté des revendications des protestataires. Iels affirmaient aussi que la non-violence était significativement plus efficace que la violence. Ces propos ont été beaucoup communiqués par XR UK, qui se basait sur une recherche d'Erica Chenoweth et Maria J. Stephan « pourquoi la résistance civile fonctionne : la logique stratégique du conflit non-violent » en 2011, dont l'étude s'étend sur la période de 1900 à 2006. Cette étude a été très décriée et controversée, et bien qu'XR UK se soit beaucoup appuyé dessus, il se trouve qu'elle est très difficilement applicable à Extinction Rebellion (pour plus d'informations, voir [une conférence de Chenoweth qui résume ses travaux](#)). Ces éléments ne sont donc plus repris par la majorité des mouvements XR à l'international, car considérés comme non-pertinents.

En outre, dans sa plus récente étude, Chenoweth a constaté quelque chose d'intéressant dans les mouvements de protestations des 15 dernières années : la résistance civile non-violente n'est plus aussi efficace qu'elle l'était auparavant (si on pense qu'elle l'était, ce qui est le cas de Chenoweth). Entre 2000 et 2018, le nombre de soulèvements non-violents a augmenté et le nombre de rébellions violentes a considérablement diminué ; aussi, le taux de réussite des soulèvements non-violents a rapidement baissé. Selon Chenoweth, « la résistance non-violente a réussi dans le passé quand elle est parvenue à créer de grands mouvements de masse diversifiés et représentent des segments très différents de la population. Les soulèvements non-violents sont particulièrement efficaces lorsque les femmes sont impliquées dans la première série d'actions et jouent un rôle important dans le niveau de gestion d'une campagne. La résistance non-violente est un succès quand elle réussit à s'attaquer aux piliers du pouvoir et à dépasser d'importants soutiens d'un système injuste. Les critères de réussite comptent également la discipline du mouvement face à la répression. Les formes mixtes de mouvements avec une grande résistance non-violente et des composantes violentes réussissent moins bien que les campagnes non-violentes. La variété des méthodes est également importante. De simples marches de protestation, même si elles peuvent amener un grand nombre de personnes dans la rue, ne suffisent pas.

Le nombre de campagnes non-violentes a augmenté dans le monde, mais la participation de la population à celles-ci a diminué. [...]

l'endurance et la résilience des mouvements sociaux ont diminué à mesure que la capacité des régimes à supprimer ces mouvements a augmenté. [...] Le type de répression est devenu plus intelligent. Les résistants sont qualifiés de terroristes (c'est d'autant plus facile si le mouvement n'est pas purement non-violent). Des agents provocateurs introduisent la violence dans le mouvement. D'autre part, des tentatives sont faites pour impliquer des personnalités de l'opposition au sein du gouvernement et leur proposer des compromis. [...]

les grands mouvements actuels manquent d'innovations et de tactiques flexibles. Chenoweth note qu'il y a eu d'énormes manifestations aux États-Unis au cours des deux dernières années. [...] Mais ces grandes manifestations n'ont finalement rien obtenu. Il est évident que les protestations seules ne suffisent pas à changer vraiment quelque chose dans une société. Vous ne pouvez pas accéder aux piliers du pouvoir ainsi. Chenoweth recommande donc que les méthodes soient modifiées à plusieurs reprises et que les méthodes de non-coopération (en particulier les grèves, les grèves générales et les boycotts) et la désobéissance civile soient incluses dans la planification de la campagne. [...]

Après tout, il est important de se préparer à une longue lutte et de donner plus d'espace à la planification des campagnes si on vise des changements fondamentaux. Cela prend du temps. [...] Une campagne de résistance réussie nécessite donc de solides réseaux de groupes au sein desquels les gens se connaissent bien et se soutiennent en cas de répression. » ([source](#))

Ce qui est important à retenir sont les points suivants :

- La non-violence est un choix stratégique, et il importe de rester humble par rapport à d'autres méthodes, car la non-violence n'est pas la stratégie la plus efficace ;
- Au sein d'XR, il est essentiel de rester absolument non-violent, pour mettre toutes les chances de notre côté tout de même. Aussi par rapport à la répression ;
- Il est important que les méthodes d'actions directes soient variées pour avoir une chance de réussite ;
- Une campagne se prépare, se planifie, s'organise ;
- L'organisation prend du temps et de l'énergie. Aussi, la répression peut être violente. C'est pourquoi il est essentiel d'avoir un réseau solidaire et de soutien au sein du mouvement (à XR : culture régénérative).

Rapport à la police et aux arrestations

La tactique de la disruption et de la désobéissance civile non-violente sont au cœur de ce que fait XR. En agissant ainsi, XR parie sur le fait que cela permettra d'attirer l'attention sur l'urgence de la crise écologique et climatique, et ces actions impliquent souvent des risques élevés d'arrestations. Il a été reproché alors à XR que l'interprétation de cette tactique a amené à l'exclusion de groupes de personnes non-blanches ou autres groupes marginalisés, et a amené à construire un narratif mettant ces communautés encore plus à risque.

XR UK, dans un [communiqué](#) en juillet 2020, reconnaît que communiquer ainsi sur les arrestations a rendu plus facile la participation de personnes avec privilèges, et qu'ainsi cette stratégie a participé activement à notre système de suprématie blanche, et que cela était une erreur. XR UK a pu écouter les critiques légitimes et ainsi adapter sa communication, ainsi que les formations à la désobéissance civile non-violente.

Le rapport à la police est donc clair : Extinction Rebellion reconnaît clairement que la police est une institution structurellement raciste, injuste et violente, particulièrement envers les groupes minoritaires et opprimés. XR est totalement opposé à ces pratiques discriminatoires (source : This is not a drill : an Extinction Rebellion Handbook (2019), chapter 22 : police, arrest and support by Legal Team XR UK).

XR voit les agents de police comme des personnes qui font leur travail, qui agissent ou pas avec intégrité, et qui représentent une organisation qui est institutionnellement raciste. Nous évitons de blâmer les policiers et policières individuellement pour cela, et nous nous efforçons de dissocier la fonction de police, et les citoyennes et citoyens qui sont derrière l'uniforme.